

*Questions orales*

Par conséquent, puisque le NPD juge manifestement qu'il ne faut pas maintenir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, mais qu'il faut conserver un tarif statutaire, je propose, appuyé par le député de Pembina (M. Elzinga):

Que le NPD s'engage immédiatement à appuyer à fond et publiquement les tentatives des libéraux pour modifier le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, de façon que l'attitude qu'il adopte en public reflète ses véritables opinions, à savoir qu'il faut abandonner le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau.

**Mme le Président:** Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

● (1115)

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'INDUSTRIE**

CONSOLIDATED COMPUTER INCORPORATED—LE RAPPORT DE L'ENQUÊTE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, je pose ma question au président du Conseil du Trésor qui nous a dit l'année dernière qu'il avait demandé à M. W. A. B. Anderson, son adjoint spécial, de lui préparer un rapport au sujet des 125 millions de dollars que le gouvernement fédéral avait engagés dans la société Consolidated Computer Inc. et qu'il a perdus. Le ministre pourrait-il nous dire s'il a reçu ce rapport, si ledit rapport trouve à redire à la façon dont le gouvernement a mené cette affaire, et si nous devons nous attendre prochainement à du nouveau dans cette affaire?

Ainsi, le ministre a-t-il demandé aux légistes de la Couronne si le gouvernement pourrait légitimement tenter des poursuites, et accepterait-il de déposer le rapport, à condition évidemment qu'il l'ait reçu?

**L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor):** Madame le Président, j'ai effectivement reçu ce rapport. Mes collègues du Conseil du Trésor qui avaient été les premiers à le demander, l'ont examiné. J'entends adresser à mes collègues du cabinet un certain nombre de recommandations, vraisemblablement au cours des prochains jours, relativement à ce rapport et à la suite qu'il y aurait lieu d'y donner.

LA PROPOSITION D'ACHETER DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je poserai ma question suivante au ministre des Finances. Elle porte encore une fois sur le rapport Anderson, dont nous avons le texte et que le ministre a reçu, comme il vient de le confirmer.

Comme le ministre des Finances doit certainement le savoir, M. Anderson a signalé que les services du ministère des Finances se sont répandus en éloges sur Consolidated Computer Company, et en fait, il y a environ un an et demi, M. John McDonald Brown, connu pour son appartenance libérale à tous les niveaux dans la province de Nouvelle-Écosse, est

devenu président et premier responsable de cette société aux appointements annuels de \$110,000. Il était également administrateur et membre de l'Office d'expansion des entreprises.

Je demanderai au ministre s'il est au courant de ce que, dans son rapport, M. Anderson a signalé que M. Brown a officiellement demandé en son nom et en celui de certains coassociés de racheter les actions de l'État. Cela fait que M. Brown était à la fois membre de l'OEE, qui contrôlait les actions mises en vente, président-directeur général de la société dont les actions...

**Mme le Président:** A l'ordre.

**M. Stevens:** ... étaient en vente, et postulant à l'achat de ces actions. Le ministre est-il au courant de cela et comment...

**Mme le Président:** A l'ordre. A l'ordre.

**Des voix:** Règlement.

**M. Stevens:** ... peut-il expliquer cela à la Chambre?

**Mme le Président:** Le député sait qu'il ne doit pas s'étendre si longtemps, qu'il doit viser à la brièveté dans ses questions.

**M. Stevens:** Madame le Président, le ministre est-il au courant de l'affirmation de M. Anderson et peut-il expliquer les raisons de cet éventuel conflit révélé par M. Anderson?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je vais me renseigner à ce sujet.

**L'ENQUÊTE DU PREMIER MINISTRE**

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, je voudrais demander au premier ministre s'il est au courant des révélations faites dans le rapport Anderson et, compte tenu du fait que ce rapport prouve que ses ministres ont fait preuve d'une incompétence flagrante, s'il a demandé des explications détaillées à ses ministres et s'il a réclamé au moins la démission du ministre de l'Industrie et du Commerce?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je n'ai pas encore pris connaissance du rapport. Je crois qu'il a été déposé au Conseil du Trésor seulement hier, et les ministres auront besoin d'un peu de temps pour l'étudier.

**LES ACTIONS DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE**

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor, lequel saura que, dans ce méli-mélo, il y avait deux sociétés, l'une appelée Financeco et sa filiale dans laquelle la compagnie du Trust National gérait, en qualité de fidéicommissaire, une des parts détenue dans trois hôpitaux torontois. Le ministre pourrait-il nommer ces trois hôpitaux et nous dire si la CEE ou un autre organisme a créé d'autres sociétés dans lesquelles des hôpitaux servent de prête-nom à des détenteurs d'actions ou encore où des sociétés de fiducie sont détentrices d'actions. Si on recourt à de tels procédés, c'est pour éviter d'être tenu de révéler les états financiers. Il s'agit d'une ruse et d'une méthode trompeuse pour dissimuler des pertes ou des garanties données par le gouvernement à des lois commerciales.